

République Française

Département de Seine et Marne

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION COULOMMIERS PAYS DE BRIE

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire du 27 septembre 2018

L'an deux mil dix-huit le vingt-sept septembre, à 19h00, les membres du conseil communautaire se sont réunis dans la salle polyvalente de la commune de La Ferté-sous-Jouarre sur la convocation qui leur a été adressée le 20 septembre 2018 par le président Ugo PEZZETTA en vertu de l'article L5211-41-3 V et conformément aux articles L.5211-1 à L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) renvoyant notamment aux articles L.2121-10 et L.2121-12 du (CGCT) applicables en la matière.

Présents : 55      Pouvoirs : 14      Absents/Excusés : 5      Votants : 69

Présents : MM. Et Mmes : ANSALONI Martine, ARNOULT François, ASCHFORD Patrick, AUBRY Jean-Pierre, BARRÉ Laurent, BÉGNÉ Pierre-Emmanuel, BERTHELIN Céline, BOURCHOT Alain, CARLIER Dominique, CAUX Nicolas (+pouvoir de Jacqueline SCHAUFLE), CHARBONNEL Jean-Luc (+ pouvoir de Sonia PEZZETTA), CHEVRINAIS Sophie, CLÉMENT Jean-Pierre, DELAUAUX Bernard, DELESTRET Henri, DELOISY Sophie (+ pouvoir de Sylviane PERRIN), DENAMIEL Alexandre, DESWARTE Philippe, DHORBAIT Guy, DOMARD Muriel, DUBOIS Jérôme (+ pouvoir de Cathy VEIL), DUCEILLIER Joël (+ pouvoir de Patrick VILLOINGT), DURAND Daniel (+ pouvoir de Cédric ROUSSEAU), FLEISCHMAN Thierry, FORTIER Patrick, FOURMY Philippe, FOURNIER Pascal (+pouvoir de BOULVRAIS DANIEL), FREYRI Jean (suppléant de Didier VUILLAUME), GAUTHERON Philippe, GOBARD Éric, GUILBAUD Corinne, GUILLETTE Christine, HEMET Carole, HOUDAYER Sébastien, JACOTIN Bernard (+ pouvoir de Marie-José THOURET), KEIGNART Pascale (suppléante de MASSON Jean-François), LANGLOIS Maria (arrivée au point 2), LÉGER Jean-François, LEMEY Jacqueline, LEROY Jérôme (+ pouvoir de Bernard RICHARD), LOURENCO-FRADE Isabel, MIFFRE-PERRETTI Laurence, MONTOSY Alexis, MUSART Jean-Luc, NALIS Daniel (+pouvoir de BEAUDET Jean-Pierre), PASCARD Évelyne (suppléante de Gérard GEIST), PEZZETTA Ugo (+ pouvoir de Jean-François PERRIN), PICARD Laurence (+pouvoir de DAUNA Jean-Vincent), POVIE Marie-Claude, RIESTER Franck (+pouvoir de Ginette MOTOT), ROMANOW Patrick, ROUX Didier (suppléant de LEMOINE Bernard), SUSINI Jean-Paul (+pouvoir de COUASNON Fabrice), VALLÉE Fabien et VIVET Emmanuel.

Absents excusés : CHAUVIN Joël - HORDÉ Pierre

Absents non excusés: Stéphane HALLOO – Antoine HEUSELE - Véronique MAASSEN.

Secrétaire de Séance : Philippe FOURMY

**Délibération 2018-212 –Accompagnement pour la réalisation d'un plan climat air énergie territorial (PCAET) par le SDESM**

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2224-34 ;

VU le Code de l'environnement, et notamment son article L.120-1 relatif à la participation du public, son article L.229-25 relatif au bilan de gaz à effet de serre et ses articles L.229-26, R.229-51 et suivants relatifs aux plans climat air énergie territoriaux ;

VU le Code de l'énergie, et notamment ses articles L.100-1, L.100-2 et L.100-4 ;

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « loi Grenelle 2 » ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et plus particulièrement son article 188 ;

VU le décret n°2016-849 du 28 juin 2016 relatif au plan climat air énergie territorial ;

VU le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

VU l'arrêté du 4 août 2016 relatif au plan climat air énergie territorial ;

VU l'ordonnance n°2015-1737 du 24 décembre 2015 relative aux bilans de gaz à effet de serre et audits énergétiques ;

VU l'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

VU l'arrêté inter-préfectoral n°IDF-2018-01-31-007 en date du 31 janvier 2018 relatif à l'approbation et à la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère pour l'Ile-de-France ;

VU le schéma régional climat air énergie de la Région Ile-de-France approuvé par le Conseil régional d'Ile-de-France le 23 novembre 2012 et arrêté par le Préfet de la Région Ile-de-France le 14 décembre 2012 ;

VU la délibération n°2017-67 du Syndicat départemental des énergies de Seine-et-Marne relative à la convention cadre et financière d'accompagnement pour la réalisation d'un plan climat air énergie territorial (PCAET) ;

CONSIDÉRANT qu'au-delà de l'obligation réglementaire introduite par la loi TECV, le Plan climat air énergie territorial constitue une opportunité pour la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie

- de consolider son projet de territoire sur les enjeux air, énergie, climat et de renforcer son action en matière de transition énergétique et de réduction des pollutions atmosphériques,
- d'engager une réflexion stratégique et des actions opérationnelles en matière de transition énergétique et de réduction des pollutions atmosphériques, contribuant ainsi au développement économique local et à l'amélioration du cadre de vie des habitants.

CONSIDÉRANT que l'élaboration du Plan climat air énergie territorial doit faire l'objet d'une évaluation environnementale stratégique et répondre aux dispositions réglementaires de la concertation préalable ;

CONSIDÉRANT que la loi TECV confère aux syndicats d'énergie la possibilité d'élaborer les Plans climat air énergie territoriaux pour le compte des EPCI qui le souhaitent ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- **d'engager** la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie dans la réalisation d'un Plan climat air énergie territorial (PCAET) incluant une évaluation environnementale stratégique dudit plan ;
- **de mettre en œuvre** les modalités d'élaboration du PCAET permettant la participation du public et des acteurs du territoire ;
- **de recourir** à l'offre d'accompagnement proposée par le Syndicat départemental des énergies de Seine-et-Marne (SDESM) ;
- **d'autoriser** le Président à signer la convention cadre et financière correspondante avec le SDESM pour un montant total de 80 305,50 € TTC ;
- **d'autoriser** le Président à signer tout document afférent à la démarche PCAET ;
- **dit** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

Le Président

Ugo PEZZETTA



Date de publication : 05 octobre 2018